



LA MAIRE DE LA COMMUNE DE SAINT-LOUIS

ARRÊTE N° 406/PRM/DAJ/DA/MJC/2023

Vu la loi n° 82-213 du 02 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,  
 Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213-1, et suivants relatifs aux pouvoirs de police du Maire,  
 Vu le Code Pénal, et notamment l'article R610-5,  
 Vu le Code de Procédure Pénale,  
 Vu le Code de la Route,  
 Vu l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière (Livre 1 – Huitième partie – Signalisation Temporaire) approuvée par arrêté interministériel du 06 novembre 1992,  
 Vu l'article L511 – 1 du code de la sécurité intérieure,  
 Vu la demande de l'Entreprise **TEXELENS TELECOM** du quatre mai deux mille vingt-trois,  
 Vu l'avis N° 204 / 2023 du dix mai deux mille vingt-trois de la police municipale,  
 Vu l'avis N° 132 / 2023 du douze mai deux mille vingt-trois du Directeur de la régie route,

Considérant que pour éviter tout accident lors des travaux de déploiement de la fibre optique sur la rue du **Père Laporte**, il y a lieu de réglementer la circulation,

ARRÊTE

**Art. 1.** - La circulation se fait sur demi chaussée sur la **D21 rue du Père Laporte**, portion comprise entre la rue Pente des Vacoas et la rue Pierre Payet .

**Art. 2.** - Le dépassement est interdit au droit du chantier.

**Art. 3.** - La vitesse de circulation est limitée à 30 km/h au droit du chantier.

**Art. 4.** - Les dispositions du présent arrêté sont effectives du lundi vingt-deux mai deux mille vingt-trois au mercredi vingt-quatre mai deux mille vingt-trois entre sept heures et seize heures.

**Art. 5.** - La signalisation réglementaire est mise en place par l'Entreprise **TEXELENS TELECOM**.

**Art. 6.** - La réfection du domaine public routier est effectuée par l'Entreprise **TEXELENS TELECOM** après les travaux.

**Art. 7.** - Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont constatées par procès verbal.

**Art. 8.** - Madame La Directrice Générale des Services de la Ville de Saint-Louis, Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie de Saint-Louis, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 9.** - Ampliation du présent arrêté est adressée à la Brigade Territoriale de Proximité de Gendarmerie de Saint-Louis, à la Police Municipale, au Centre Secours de Saint-Louis, à la Semittel, à la Société des Transports Mooland, à la CIVIS, à l'Entreprise **TEXELENS TELECOM**.

Fait à Saint-Louis, le **19 MAI 2023**

Pour le Maire et par Délégation  
**Mme Stéphanie JONAS-SOORIAH**  
 Conseillère Municipale

Élue aux Affaires Juridiques et à la Réglementation



Copie à :

- Gendarmerie de Saint-Louis
- Police Municipale
- Centre de secours de Saint-Louis
- SEMITTEL
- Transports MOOLAND
- Régie route
- Entreprise **TEXELENS TELECOM**
- Service communication
- M. Alain PAYET
- M. Laurent ROBERT

LA MAIRE

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification
- d'un recours administratif (recours gracieux auprès du Maire). L'absence de réponse de l'administration pendant un délai deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut être contestée devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion
- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Saint-Denis de la Réunion qui peut être assorti d'un recours en référé prévu par l'article L.521-2 du code de justice administrative